

La voix de l'opposition de gauche

Le 4 avril 2018

CAUSERIE

La vérité est révolutionnaire, alors on comprend pourquoi elle est le pire ennemi des idéologues de l'extrême droite néolibérale et de ceux qui nous gouvernent ou détiennent le pouvoir, les médias.

Elle est tellement en décalage par rapport à leurs monstrueux mensonges qu'on n'ose même pas la dire.

Oui, Macron et son gouvernement, l'existence des institutions de la Ve République et du capitalisme est incompatible avec le développement harmonieux de la société, avec le bien-être et l'épanouissement individuel de chaque citoyen, avec la paix, et il faut les balayer pour changer la société.

Oui, il faut abolir la Constitution de la Ve République, parce qu'elle est la structure juridique qui légitime l'ordre établi, dont les fondements reposent sur les inégalités sociales entre les classes.

Partant de là, chacun comprendra que tout combat contre les inégalités sociales ou les méfaits du capitalisme doit s'inscrire dans cette perspective politique. Si tel n'était pas le cas, sachant qu'aucun acquis social ou politique n'est acquis définitivement ou sera remis en cause un jour ou l'autre, vous seriez amené à toujours livrer les mêmes combats jusqu'à épuisement sans jamais atteindre vos objectifs, autrement dit, en pure perte à l'arrivée.

C'est ce à quoi menait le réformisme, l'adaptation du socialisme à la mode capitaliste à laquelle ont adhéré ce qu'on appelait la gauche et l'extrême gauche qui refusait de les caractériser de réactionnaire (le réformisme et la gauche).

Connaissez-vous *The world fact book* ?

Nulle part ailleurs, à une seule adresse, dans un seul document vous trouverez une telle source d'informations sur le pays où vous viviez n'importe où dans le monde, devinez et ce n'est pas une blague : La CIA.

<https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/fr.html>

The world fact book

Political parties and leaders:

Democratic Movement or MoDEM [Francois BAYROU]
Europe Ecology - The Greens or EELV [David CORMAND]
French Communist Party or PCF [Pierre LAURENT]
La France Insoumise or FI [Jean-Luc MELENCHON]
Left Front Coalition or FDG [Jean-Luc MELENCHON]
Left Party or PG [linked with the movement La France Insoumise or FI [Jean-Luc MELENCHON]]
Left Radical Party or PRG [Sylvia PINEL] (formerly Radical Socialist Party or PRS and the Left Radical Movement or MRG)
Movement for France or MPF [Philippe DE VILLIERS]

National Front or FN [Marine LE PEN]
New Anticapitalist Party or NPA [collective leadership; main spokesperson Christine POUPIN; presidential candidate Philippe POUTOU]
Rally for France or RPF [Igor KUREK]
Republican and Citizen Movement or MRC [Jean-Luc LAURENT]
Socialist Party or PS [Rachid TEMAL, interim leader]
Stand Up France (Debout La France) [Nicolas DUPONT-AIGNAN]
The Centrists [Herve MORIN] (formerly new Center of NC)
The Republic on the Move (La Republique en Marche) or REM [Christophe CASTANER]
The Republicans or LR (formerly Union for a Popular Movement or UMP) [Laurent WAUQUIEZ]
Union des Democratres et Independants or UDI [Jean-Christophe LAGARDE] and Democratic Movement or MoDem [Francois BAYROU] (previously Union for French Democracy or UDF); together known as UDI-Modem; Radical Party [Laurent HENART] is a member of UDI
United Republic or RS [Dominique DE VILLEPIN]
Worker's Struggle (Lutte Ouvriere) or LO; also known as Communist Union; [collective leadership; spokespersons Nathalie ARTHAUD and Arlette LAGUILLER]

Leur liste est incomplète...

Age structure:

0-14 years: 18.53% (male 6,360,218/female 6,076,598)
15-24 years: 11.79% (male 4,045,901/female 3,864,395)
25-54 years: 37.78% (male 12,773,900/female 12,578,256)
55-64 years: 12.42% (male 4,020,507/female 4,315,407)
65 years and over: 19.48% (male 5,648,888/female 7,422,091) (2017 est.)

Dependency ratios:

total dependency ratio: 59.2
youth dependency ratio: 29.1
elderly dependency ratio: 30.2
potential support ratio: 3.3 (2015 est.)

Urbanization:

urban population: 80% of total population (2017)
rate of urbanization: 0.76% annual rate of change (2015-20 est.)

Telephones - fixed lines:

total subscriptions: 39.006 million

Telephones - mobile cellular:

total: 67.571 million

Internet users:

total: 57,226,585
percent of population: 85.6% (July 2016 est.)

National air transport system:

annual passenger traffic on registered air carriers: 65,039,503
annual freight traffic on registered air carriers: 4,098.31 million mt-km (2015)

Airports:

464 (2013)

Pipelines:

gas 15,322 km; oil 2,939 km; refined products 5,084 km (2013)

Railways:

total: 29,640 km
standard gauge: 29,473 km 1.435-m gauge (15,561 km electrified)
narrow gauge: 167 km 1.000-m gauge (63 km electrified) (2014)

Roadways:

total: 1,028,446 km (metropolitan France)
paved: 1,028,446 km (includes 11,416 km of expressways)
note: not included are 5,100 km of roadways in overseas departments (2010)

Waterways:

metropolitan France: 8,501 km (1,621 km navigable by craft up to 3,000 metric tons) (2010)

Merchant marine:

total: 555

by type: container ship 24, general cargo 72, oil tanker 28, other 431
note: includes Monaco (2017)

Etonnant, n'est-ce pas ? Mais pourquoi ? Mais parce que les intérêts économiques, politiques et militaires sont liés...

Si vous faites une recherche sur l'origine et le fonctionnement de Wikipédia par exemple, qui a tendance à remplacer les dictionnaires et les encyclopédies, vous vous apercevrez que ce qui se présente comme une entreprise libre ou indépendante, impartiale, est en réalité une officine en rapport avec les néoconservateurs, qui eux-mêmes sont affiliés à des think tanks ou des institutions financées par l'oligarchie et/ou le département d'Etat américain, dont la CIA est un des rouages. Ce qui explique aussi pourquoi Wikipédia censure certaines informations ou les déforme.

La CIA est aussi une des sources importantes de Wikipédia. Voilà par exemple ce qu'on trouve dans sa page consacrée au PIB mondial : - Depuis 2007, l'Union européenne - considérée comme entité unique- est la première économie mondiale avec un PIB en parité de pouvoir d'achat estimé en 2008 à 14 910 milliards de dollars par le CIA World Factbook.

Cette donnée était évidemment disponible ailleurs, mais celle fournie par la CIA était forcément la plus sûre, qui en douterait franchement !

ACTUALITÉ DU JOUR

C'était une fake news ou fausse information.

Quand c'est un Etat qui est à l'origine d'une fausse nouvelle, tous les médias liés à l'oligarchie se doivent de la reprendre en chœur. Etat et médias qui se chargent d'établir ce qui relève de la vraie ou de la fausse information, et d'éliminer tous les supports d'information qui ne leur emboîteraient pas le pas.

- Skripal: le laboratoire britannique sans preuve sur la provenance du poison AFP 04.04

Le laboratoire britannique qui a analysé la substance utilisée contre un ex-espion russe en Angleterre a reconnu ne pas avoir de preuve qu'elle provenait de Russie, à la veille d'une réunion de l'Organisation pour l'interdiction des armes chimiques réclamée par Moscou. AFP 04.04

Le président minoritaire et illégitime serait-il d'extrême droite ?

- Macron reçoit l'opposition vénézuélienne, s'inquiète du vote du 20 mai - Reuters 04.04

Le chef de l'Etat s'est entretenu avec trois figures de l'opposition au président Nicolas Maduro, l'ancien président de l'Assemblée nationale Julio Borges, l'ancien maire de Caracas Antonio Ledezma, et Carlos Vecchio, coordinateur politique du parti Voluntad Popular.

Il "a déploré les atteintes répétées à l'Etat de droit et aux droits de l'homme et a rappelé que les conditions d'organisation des élections présidentielles au Venezuela, le 20 mai, ne permettaient pas, en l'état, un scrutin juste, libre et transparent", peut-on lire dans un communiqué de la présidence.

"La France se (tient) prête, aux côtés de ses partenaires européens, à adopter de nouvelles mesures si les autorités vénézuéliennes ne permettaient pas la tenue d'élections démocratiques", a-t-il assuré en outre. Reuters 04.04

Essayons d'en savoir plus sur Voluntad Popular, Julio Borges, Antonio Ledezma, et Carlos Vecchio.

Voluntad Popular (Volonté populaire) est un parti politique vénézuélien fondé le 5 décembre 2009 par Leopoldo López. (Source : wikipedia.org)

En janvier 2014, Leopoldo Lopez, président du parti Voluntad Popular, Maria Corina Machado, députée à l'Assemblée nationale, et Antonio Ledezma, maire de Caracas, tous les trois avaient publiquement appelé à un coup de force contre le gouvernement légal et légitime de la République bolivarienne du Venezuela (Source : <http://www.voltairenet.org/article182897.html>)

Leopoldo López a joué un rôle essentiel dans les protestations publiques contre le président Hugo Chávez en 2002. (...) Pendant le coup d'État, il a participé, avec Capriles et sa police municipale, à l'arrestation par les citoyens du ministre de l'Intérieur de Chávez, Ramón Rodríguez Chacín. Quelques mois après le coup d'État, López a autorisé l'utilisation de la Plaza Francia de son district comme base lors de la grève générale vénézuélienne de 2002-0326. (...) The Economist a noté en février 2014 que (...) López menait « l'aile la plus conflictuelle »; (...) López(...) « croit que les manifestations peuvent conduire à changer le gouvernement ».

La Human Rights Foundation basée à New York, et dirigée par le cousin de López, Thor Halvorssen, a déclaré López prisonnier d'opinion le 20 février 2014 et a rejoint ainsi beaucoup d'autres organisations internationales dans l'appel pour sa libération immédiate. (...)

Le 26 mars 2014, le New York Times a publié un éditorial de López sous le titre « la défaite de l'État vénézuélien ». (Source : wikipedia.org)

Antonio Ledezma a quitté le Venezuela pour la Colombie, puis pour l'Espagne, le 17 novembre 2017. Ensuite, il a appelé à une action internationale pour renverser Nicolas Maduro... (Source : wikipedia.org)

Quant à Carlos Vecchio, il est un des acolyte de Lopez et Ledezma, il a été se réfugier aux Etats-Unis.

- La France présente "ses vœux de succès" au président Sissi - Reuters 03.04

"Elle souhaite que sa réélection lui permette de satisfaire les aspirations légitimes du peuple égyptien à la sécurité, à la prospérité et à la pleine expression des libertés dans le cadre constitutionnel", précise la porte-parole du Quai d'Orsay dans son point presse, mardi.

Le Quai assure que la France "continuera d'accompagner les autorités égyptiennes dans les réformes économiques courageuses (Dictées par le FMI et entièrement tournées contre les travailleurs égyptiens - LVOG) qu'elles ont entreprises et poursuivra le dialogue qu'elle a engagé avec elles sur les droits de l'Homme et les libertés fondamentales".

"Face au terrorisme et au radicalisme religieux, le pluralisme et le dynamisme de la société civile sont une force sur laquelle les autorités égyptiennes doivent pouvoir s'appuyer", poursuit le ministère des Affaires étrangères. Reuters 03.04

En guise de "pluralisme", pratiquement tous les candidats ont été contraints de se retirer.

- Egypte: Sissi réélu avec 97% des voix dans un scrutin sans vraie compétition - AFP 2 avril 2018

Le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi a été réélu pour un second mandat de quatre ans avec 97,08% des voix validées, dans une élection sans surprise où son seul adversaire était aussi l'un de ses partisans.

Un peu plus d'un électeur égyptien sur trois ont voté lors du scrutin des 26, 27 et 28 mars, soit une participation de 41,5%, selon l'Autorité nationale des élections.

La participation des Egyptiens reflète leur "foi dans la voie démocratique", s'est félicité M. Ibrahim avant d'annoncer sous les applaudissements la "victoire" de M. Sissi, président de l'Autorité nationale des élections.

Qualifiée de "mascarade" par certaines figures de l'opposition, cette présidentielle n'a pas réservé de surprise.

Archi-favori, M. Sissi avait pour seul adversaire Moussa Mostafa Moussa, un homme politique méconnu du grand public et partisan affiché du chef de l'Etat. Celui-ci a obtenu 2,92% des voix.

M. Moussa est arrivé in extremis dans la course après la mise à l'écart ou le renoncement d'autres prétendants plus sérieux.

Fin novembre, l'ex-Premier ministre Ahmed Chafiq avait annoncé sa candidature depuis les Emirats arabes Unis où il vivait. A son arrivée en Egypte début décembre, il a disparu pendant environ 24 heures, avant d'annoncer qu'il renonçait.

L'ex-chef d'état-major Sami Anan a été exclu de en janvier, poursuivi par la justice militaire pour s'être engagé "sans l'autorisation des forces armées".

L'ancien député devenu dissident Mohamed Anouar El-Sadate, neveu de l'ex-président Anouar El-Sadate, et l'avocat défenseur des droits de l'Homme Khaled Ali ont eux aussi jeté l'éponge, dénonçant des pressions.

Plusieurs personnalités égyptiennes avaient appelé en janvier au boycott du scrutin, accusant le régime "d'empêcher toute compétition loyale". AFP 2 avril 2018

Totalitarisme. De l'Union européenne de la protection sociale à celle de vos données personnelles.

- Check Point - Nos données personnelles seront-elles bientôt mieux protégées ? - Publicsenat.fr 4 avril 2018

Fière de son « Règlement Général de Protection des Données », la Commission européenne a promis « Le changement le plus important en matière de confidentialité des données depuis 20 ans. » Mais dans les fait, protégera-t-il vraiment notre vie privée sur le net dès le 25 mai ? Publicsenat.fr 4 avril 2018

Fake news : Reporters sans frontières lance un système d'autocontrôle - Publicsenat.fr 3 avril 2018

LVOG - Rappel. Reporters sans frontières a assumé recevoir des fonds de la NED (CIA).

De l'autocensure à la censure. L'information sous contrôle made in CIA/NSA.

Avec l'affaire Skripal, on vient de voir comment absolument tous les médias officiels, institutionnels, les réseaux numériques appartenant aux multinationales américaines ont publié les fausses nouvelles fabriquées par les autorités britanniques et reprises évidemment par Macron et le gouvernement français, l'Union européenne et Washington.

Publicsenat.fr - L'association Reporters sans frontières (RSF) présentait ce matin son projet de certification des médias, le « Journalism trust initiative » (JTI), destinée à répondre à la propagation des « fake news » les fausses nouvelles sur les réseaux sociaux. « Le projet, c'est de créer des indicateurs... de ce que doit respecter le journaliste, digne de ce nom, en matière de transparence, d'indépendance, de méthodes journalistiques et de respect des principes déontologiques. Ça permettra de certifier des médias. C'est-à-dire que plutôt d'entrer dans des logiques de censure, on dit positivement quel média présente des garanties » explique Christophe Déloire, secrétaire général de RSF.

Les réseaux sociaux et les moteurs de recherche pourraient ensuite choisir de mettre en avant les médias certifiés par le JTI dans leurs algorithmes. Quant aux annonceurs, ils privilégieraient ces médias pour leurs campagnes publicitaires. RSF suggère également que ces normes puissent servir de « référence » pour les instances de régulation (comme les conseils de la presse qui existent dans la majorité des pays européens et au Québec) et pour les critères d'attribution des aides publiques à la presse.

Le « Journalism trust initiative » a d'ores et déjà reçu trois soutiens de poids: l'Agence France-Presse (AFP), l'Union européenne de Radio-Télévision (UER, l'alliance des médias européens de service public), et le Réseau mondial des rédacteurs en chef (Global editors network ou GEN, qui revendique 2.300 adhérents).

Parallèlement à cette initiative d'autocontrôle, deux propositions de lois (ordinaire et organique) portées par deux députés de la majorité, Naïma Moutchou et Gabriel Attal devraient être examinées en mai à l'Assemblée nationale. Et certaines pistes inquiètent déjà les journalistes. Ce texte sur « confiance et la fiabilité de l'information », préparé avec la ministre de la Communication, Françoise Nyssen envisage, par exemple, durant les périodes pré-électorale et électorale, de permettre à la justice de faire cesser en référé la diffusion de fausses informations. Il reviendrait également au Conseil supérieur de l'audiovisuel la possibilité d'empêcher, de suspendre ou de mettre fin à la diffusion de services de télévision contrôlés « par un État étranger ou sous l'influence de cet État », et qui portent atteinte aux intérêts fondamentaux de la Nation ou participent à une entreprise de déstabilisation de ces institutions.

Au Sénat, la sénatrice centriste de l'Orne, Nathalie Goulet avait déposé une proposition de loi visant à faire de la diffusion de fake news, un délit pouvant aller jusqu'à 5 ans de prison et 100 000 euros d'amende. « Très dangereux que les États s'accordent la responsabilité du tri de l'information »

« S'agissant du tri de l'information produite selon des processus honnêtes ou pas, ce serait très dangereux que ces États s'accordent cette responsabilité. C'est entrer dans une certaine manière dans une logique de censure. Mais ce serait tout aussi dangereux de déléguer ça à des plateformes qui sont aveugles sur la manière avec laquelle ont été produits ces processus » estime Christophe Deloire. Publicsenat.fr 3 avril 2018

Mobilisation en cours en France.

La réaction fait entendre sa voix...

- SNCF : Richard Ferrand fustige « les agitateurs qui veulent faire de l'anti-Macron primaire » - Publicsenat.fr
- SNCF: ce député UDI veut une loi pour permettre les réquisitions des cheminots grévistes - Le HuffPost
- Pécresse: le gouvernement doit faire respecter "sans délai un vrai service minimum" - AFP

Et le corporatisme aussi...

- Rail: la gauche de la gauche espère se requinquer grâce au mouvement social - AFP 3 avril 2018

Le porte-parole du Nouveau parti anticapitaliste (NPA), qui fait un retour remarqué sur la scène politique et médiatique depuis le début du conflit, met en garde le gouvernement contre "un méchant retour de flamme".

"Plus on sera nombreux et plus on gagnera vite. L'enjeu, il est là (...) Depuis quelques jours, on sent que la mayonnaise est en train de monter. Tout le monde se dit "plutôt que d'y aller séparément, autant y aller en même temps", affirme-t-il aussi.

Le retour de M. Besancenot sur le devant de la scène a été salué par Jean-Luc Mélenchon, qui y voit "un signe et une bonne nouvelle". "Sa présence réduit le champ des conciliateurs et soulage

notre effort", écrit le porte-parole de La France Insoumise sur son blog. "Il élargit le râteau démagiste et oblige au combat les secteurs politiques qu'il concurrence".

Cette lutte contre la réforme du rail est "le commencement d'un bras de fer social comme le pays en a peu connu", a affirmé M. Mélenchon, mardi gare de l'Est à Paris, d'où partait une manifestation non programmée vers la gare Saint-Lazare.

Nouvellement élu premier secrétaire du Parti socialiste, Olivier Faure montre la même détermination: "une grève, ça sert à créer un rapport de force avec un gouvernement pour le faire négocier, et moi, je souhaite que, face à la grève, eh bien, le gouvernement arrête de faire la grève de la négociation".

Sur la réforme décriée de la SNCF, dont la CGT réclame le retrait, M. Martinez a insisté sur le fait que "la balle est dans le camp du gouvernement et du président de la République". "Il n'y a que les imbéciles qui ne changent pas d'avis", a-t-il dit. AFP 3 avril 2018

"Vite gagné" pour que la situation rentre dans l'ordre et que la vie continue comme avant, les dizaines de millions de travailleurs et jeunes qui n'en peuvent plus apprécieront.

On aura aussi compris qu'il ne peut s'agir que "d'un bras de fer social" et qu'en aucun cas Macron ou le régime, les institutions ne doivent pas être menacés, normal, tous ces parasites en vivent, bien. Du PS au NPA, ils sont tous sur la même longueur d'onde, seuls apparemment le POI et le POID exigent le retrait du plan Macron-Spinetta ou le départ de Macron.

- Une grève peut en cacher d'autres - Liberation.fr 4 avril 2018

Après le succès de la première journée du mouvement cheminot, mardi, les appels se multiplient pour une unification des combats syndicaux. Une «convergence» encore loin d'être acquise mais qui serait inquiétante pour l'exécutif. Liberation.fr 4 avril 2018

- Les électriciens et les gaziers eux aussi en grève - Liberation.fr 4 avril 2018

Premier syndicat chez EDF et Engie, la CGT appelle, seule, à un mouvement de grève dans le secteur de l'énergie. A la fois en solidarité avec la SNCF et pour pousser des revendications catégorielles. Liberation.fr 4 avril 2018

- Les éboueurs plantent à leur tour le piquet de grève - Liberation.fr 4 avril 2018

Ce matin, à Ivry-sur-Seine, éboueurs et égoutiers ont bloqué le passage des camions vers le plus grand incinérateur d'Europe. Les syndicats appellent à poursuivre ce mouvement. Liberation.fr 4 avril 2018

- A Tolbiac, «le blocage illimité, c'est une base» - Liberation.fr 4 avril 2018

Ce site de l'université Paris-I est l'un des plus mobilisés contre la loi organisant la sélection à l'université. Liberation.fr 4 avril 2018

- A Montpellier comme à Paris, «tous dans la même galère» - Liberation.fr 4 avril 2018

Mardi, des manifestants de divers secteurs sont descendus dans la rue pour leurs propres luttes et pour soutenir celle des cheminots. Liberation.fr 4 avril 2018

ACTUALITE EN TITRES

Quand l'intelligence demeure artificielle ou superficielle, on s'emmêle les pédales...

- Cédric Villani (LREM), victime d'un accident de vélo, apparaît "bien amoché" pour parler de l'IA (Intelligence artificielle - ndlr) Le HuffPost 04.04

Cédric Villani recruté par les « Young Leaders » de La French American Fondation (promo 2012), tout comme Macron et Philippe...